

## Les travailleuses du sexe rencontrent le féminisme



**Veronica Magar** : Il règne beaucoup d'ambivalence chez les féministes au sujet du mouvement des travailleuses du sexe. Certaines féministes adoptent une position abolitionniste, c'est-à-dire qu'elles aimeraient abolir la prostitution. Par ailleurs, d'autres féministes tiennent compte des droits des travailleuses du sexe et souhaitent la légalisation du travail du sexe. Nous espérons qu'au cours de cette session, nous arrivions à dépasser cette polarisation et à examiner la manière dont ces questions entrent en jeu dans les positions et les politiques gouvernementales.

**Meena Seshu** : La collective pour laquelle je travaille (VAMP), a commencé à travailler sur le VIH-SIDA il y a 16 ans. Le gouvernement de l'Inde poussait les ONG à collaborer avec les travailleuses du sexe, de sorte que la « population charnière » – c'est-à-dire les hommes qui avaient recours aux services des travailleuses du sexe – soit sauvée. Nous étions secouées par cette politique écrite. En tant qu'activistes des droits des femmes, nous nous demandions, « Qui donc s'inquiète des travailleuses du sexe? » Mais les travailleuses du sexe ne faisaient tout simplement pas partie du programme. Leur plan portait sur les hommes, cette « population charnière ».

Au même moment, j'étais tourmentée par ma propre compréhension de la prostitution, parce que mes antécédents sur le plan de l'éducation sont très typiques et m'ont appris que la prostitution était exploitation, victimisation, oppression. Puisque j'ai été programmée à penser de la sorte, lorsque j'ai commencé à travailler dans les communautés, je cherchais ces signes. Je me disais, où sont les victimes? Mais elles refusaient d'accepter d'édifier cette victimisation. Et j'étais totalement ahurie. Nous travaillons avec des condoms, en sachant que l'obligation de porter des condoms était impossible à mettre en oeuvre. Dans une autre vie, j'ai travaillé auprès des victimes de violence liée à la dot et je savais que les condoms étaient simplement quelque chose de non négociable. Mais ces soi-disant victimes ont pris les condoms comme ça (claque les doigts) et parlaient de résister aux hommes et de les obliger à porter le condom. Comment ce groupe entier de femmes, supposément victimes, peut-il dans les faits forcer le port du condom si facilement?

J'étais préoccupée par le fait que personne n'abordait la violence dans le travail du sexe. Tout le monde croyait que puisque le travail du sexe et la prostitution sont en soi violents, il ne fallait parler que de les abolir. Rien n'était fait pour les femmes qui étaient travailleuses du sexe. Il subsistait une grande violence, mais personne ne s'en occupait. Je me souviens qu'un homme ivre avait violé et assassiné une femme et que personne n'avait sourcillé. Personne. Je me disais que si on pouvait regrouper les femmes pour résister à la violence à tous les niveaux – de la part des partis politiques, de la police et des gangs criminalisés – que c'était la solution à ce problème. Et c'est ce que nous avons commencé à faire. Nous avons mis sur pied des collectives et pendant la démarche, nous avons emmené un groupe de femmes à la police pour qu'elles leur parlent de la violence qu'exerçaient les gangs criminalisés à leur endroit. L'inspectrice de police, une

femme, m'a dit « Meena, je ne crois pas qu'elles soient des femmes ». Je lui ai demandé, « Que crois-tu qu'elles soient? » Elle a répondu : « Elles ne sont rien de plus que des truandes. Elles ne sont pas des femmes. » Ça m'a complètement bouleversée, parce qu'elle croyait vraiment que parce ces femmes couchaient avec un homme différent à chaque soir, elles n'étaient pas des femmes. Elle croyait qu'en tant qu'agente de police appliquant la loi, elle devait les traiter comme des truandes, et que c'était suffisant.

Meena et moi avons toutes deux avoué que nous étions très nerveuses face à cette session et je veux commencer sur une note personnelle. Parce que je crois que c'est cette nervosité qui est associée à la manière dont cette question a été discutée au sein du mouvement féministe que je tiens le plus à aborder

L'autre strate dont j'aimerais parler aborde la question d'être forcée à la prostitution. Les femmes contestaient cette notion, mais j'étais persuadée que la plupart des femmes travailleuses du sexe y avaient été contraintes. Je leur demandais « Vous avez choisi d'être ici? » Et elles répondaient, « Nous n'avons pas choisi, pas plus que nous ayons été forcées ». Je leur ai dit que je ne comprenais pas. Elles m'ont répondu, « Écoute, le choix est un mirage cruel. Vous le présentez, vous dites qu'il y a dix sortes de crème glacée et que celle aux framboises est celle que vous voulez. Mais ça ne fonctionne pas comme ça. Dans la réalité, il existe un nombre limité d'options et vous choisissez la meilleure option possible pour vous-même ». Et c'est ce que la plupart des femmes affirmaient qu'elles faisaient.

Ce qui m'a causé des tiraillements face à cette situation, c'est que ces femmes posaient de très sérieuses questions et qu'elles

contestaient certaines normes profondément patriarcales. L'une de ces questions, que je trouvais fascinante, était de savoir qui contrôle l'utérus. Les travailleuses du sexe nous disaient constamment, « Cet enfant est le mien. Il n'appartient à aucun homme. L'homme n'est qu'accessoire dans le processus ». Ce qui m'amène à la question de propriété, parce que ces femmes sont les cheffes de leurs familles et qu'elles sont propriétaires en leurs propres noms. Je ne sais pas combien de femmes des milieux ruraux peuvent dire qu'elles sont propriétaires en leurs propres noms, mais les travailleuses du sexe sont en grand nombre propriétaires de plein droit, ce qui me semble très intéressant.

Les choses qui me préoccupaient ... Je faisais face à une situation où le travail du sexe était soit une forme d'esclavage, ou encore de l'autre côté du spectre, l'exercice du droit au travail. Il s'agissait de positions irréconciliables. J'étais très troublée par tout cela, parce que deux droits humains étaient mis en opposition : l'esclavage et la victimisation d'un côté, et le choix et le droit de travailler de l'autre. En tant que féministe, je me disais, « D'accord, c'est une strate avec laquelle je travaille », mais l'autre strate qui me fascinait davantage, était ce que j'appelle la condition sexuelle féminine et le contrôle sexuel. Il existait cette notion du comportement sexuel acceptable pour une femme, qui signifiait manifestement que le soi sexuel ne pouvait être utilisé dans le simple but de faire de l'argent. Les femmes devaient être pures. Tout cela était pour moi la représentation de deux mondes : le premier, le monde de ceux qui souhaitent contrôler la sexualité, au nom des normes sociales ou du bien de l'espèce; et l'autre monde, celui où se trouvent les résistantes, qui démolissent les normes et vivent selon des règles inacceptables aux yeux des moralistes ou des gardiens des normes.

Le parcours auprès des travailleuses du sexe a été parsemé de discussions sur le sexe, l'amour et l'inconfort face au sexe comme simple activité physique ou comme activité de plaisir dénuée d'amour. Les notions de moralité sexuelle, du sacré, du plaisir sexuel, des préférences sexuelles, de la diversité sexuelle, de la santé sexuelle et des droits sexuels... tous ces aspects sont devenus très importants dans le puzzle de la vie et je crois profondément que les féministes peuvent, par leur analyse, réellement aider le mouvement des droits des travailleuses du sexe à déchiffrer une partie de ce fouillis.

**Charlotte Bunch** : Meena et moi avons toutes deux avoué que nous étions très nerveuses face à cette session et je veux commencer sur une note personnelle. Parce que je crois que c'est cette nervosité qui est associée à la manière dont cette question a été discutée au sein du mouvement féministe que je tiens le plus à aborder.

Je réfléchissais à ce que je ferais lors de ce panel et ce n'est pas que je ne m'intéresse pas à la question. C'était plutôt que ne voulais pas me placer dans cette situation où nous avons eu tant de débats qui n'en étaient pas, douloureux, fractionnés et irrespectueux parce qu'ils étaient si polarisés. Alors, je crois que ce que nous voulons toutes dire d'emblée, que ce qui importe le plus aujourd'hui, c'est que nous nous sentions toutes en sécurité et libres de nommer nos confusions, nos questions, ce que nous avons besoin d'apprendre, d'entendre et ce à quoi nous devons réfléchir. Je ne dis pas que nous allons sortir de la session en nous entendant toutes ou en nous aimant les unes les autres. C'est une question très difficile parce qu'il y converge une gamme d'enjeux qui sont très importants pour le féminisme et qui impliquent le contrôle de nos propres corps. Qui les contrôle?

Comment les contrôlons-nous? Qu'est-ce que ça signifie?

Je crois que cela a tout à voir avec l'immense débat chez les féministes, entre « victimisation » et « agente ». Je veux dire que je suis d'accord avec toi, nous sommes à la fois des victimes et des agentes, en tout temps. Cette notion que nous sommes ou bien uniquement des victimes ou bien uniquement des agentes, qui faisons des choix librement, ne nous aide pas à comprendre l'intersection où nous sommes victimisées et où nous faisons des choix dans un univers limité. Et je crois que personne ici n'oublie que nous vivons dans un univers où les choix sont limités. Nous voulons la protection des choix que nous faisons. Comment y arrivons-nous dans un monde où le contrôle sexuel du corps des femmes est si central à toutes les institutions au sein desquelles nous évoluons?

L'un des défis dont m'a parlé Meena en suggérant cette conversation est de déterminer l'espace où nous, du mouvement féministe, écoutons réellement les travailleuses du sexe? Je veux reconnaître, bien sûr, que les travailleuses du sexe ne s'entendent pas toutes entre elles. Nous sommes tellement habituées à nous faire dire, « Les femmes sont divisées, vous ne vous entendez pas ». Évidemment, nous ne sommes pas toutes d'accord, pas plus que les travailleuses du sexe. Pourquoi le devraient-elles? Pourquoi les groupes parmi nous devraient-ils être d'accord sur toutes les questions? Mais si nous nous concentrons à parler avec les femmes qui sont les plus touchées, je crois que nous pourrions progresser dans notre compréhension de l'ambiguïté et des difficultés d'entreprendre des actions dans ce domaine.

Je suis d'accord avec presque tout ce que Meena a dit et je veux en parler dans le contexte de mon propre travail. J'en suis venue à l'intersection de ces questions à partir de deux histoires qui m'ont portée à voir deux différents aspects de la situation. Premièrement, mon propre travail, que la plupart d'entre vous connaissez, sur la violence envers les femmes, y compris le travail sur l'anti-trafic que j'ai commencé dans les années 80 lorsque j'ai contribué à organiser un atelier international sur l'esclavage sexuel des femmes. Au début de ce travail, mes préoccupations portaient évidemment sur les femmes qui avaient fait l'objet de trafic. Le trafic humain est très réel et la victimisation de ces femmes est aussi très réelle. Comment intégrons-nous cette question au programme sur les droits humains pour obtenir le type de recours et de ressources que les défenseurs des droits humains masculins ont reçus des États dans les années 80, lorsqu'ils travaillaient sur la question de la répression politique exercée par les États?

Au début, mon centre d'intérêt principal, et celui de la plupart d'entre nous du mouvement féministe je crois, portait sur les aspects abusifs du trafic lié au travail du sexe, qui impliquaient littéralement les enlèvements et la contrainte. Mais en réfléchissant à la manière de créer des politiques relatives à ces aspects, j'ai observé très tôt la tendance de ce travail à devenir une autre version du racket de protection, qui ne correspond pas à une réelle protection, mais qui est plutôt une protection conditionnelle à l'abandon de ses droits. Je crois que la question qui se pose pour nous tous, dans la lutte pour les droits humains est la suivante : comment obtenir la protection des femmes contre le réel abus, sans que cette protection ne soit accordée au prix de l'abandon de leurs droits à la sexualité et à la mobilité? Plusieurs des mesures anti-trafic qui ont été initiées dès le début étaient anti-migratoires.

J'étais aussi préoccupée parce que l'on disait aux femmes comment elles pouvaient utiliser leurs corps. J'ai réfléchi à mes

expériences dans le mouvement féministe lesbien et je me suis dit, « Oh, oh, il y en a encore quelqu'un qui me dit ce qu'est le bon type de sexe, quand et comment utiliser mon corps et ce que je peux faire avec celui-ci ». Je me suis rappelée toutes ces personnes – et je crois qu'ils pensaient le faire pour notre bien – qui enfermaient les enfants gais et lesbiennes pour les rendre hétérosexuels, parce qu'ils croyaient que le fait d'être lesbienne ou gai nous causerait toutes sortes de difficultés dans le monde. Je pensais... vous savez, nous devons être très prudents afin de ne pas reproduire un mode de protection fondé sur les idées de quelqu'un d'autre quant à la manière dont nous devons vivre nos vies et sur les opinions de quelqu'un d'autre sur ce qui nous est arrivé à la suite de nos choix et sur les situations dans lesquelles nous nous trouvons en bout de ligne.

Avec respect, je vous dis que le mouvement des travailleuses du sexe est sous-estimé. Plusieurs d'entre nous n'avons pas fréquenté l'université et bien souvent, même pas l'école primaire. Mais je vous dis que depuis 30 ans, nous nous tenons debout sur un coin de rue ou dans un bordel. Ces 30 années nous confèrent l'autorité et l'expérience requises pour dire ce que nous voulons

Comme beaucoup de femmes qui luttent avec cette question, j'estime qu'il est très important de créer un espace où nous pouvons vraiment continuer de parler de la manière dont nous protégeons les femmes. Toutes celles qui ont travaillé dans le domaine des femmes violentées connaissent ce dilemme : comment protéger les femmes qui ont subi une quelconque violation, sans décider pour elles de ce qu'elles veulent faire. Nous n'avons pas le droit de décider où elles passeront leur vie et avec qui elles vivront et avec qui elles décideront d'être. Je crois que c'est l'enjeu le plus difficile de toute cette question. C'est pourquoi nous avons créé ces divisions imparfaites – et je conviens qu'il nous faudra les réexaminer – entre la prostitution forcée et le travail du sexe. On porte attention à ce sujet; il y a de

l'argent et il y a du travail effectué par le gouvernement. Comment nous assurer que le travail protège les femmes travailleuses du sexe de la violence qu'elles subissent dans leur emploi, tout en élargissant leurs alternatives si elles ne veulent pas continuer, sans déterminer à l'avance ce que sera leur réponse?

Je crois que le réel défi est là, parce que nous vivons dans un monde, tous et toutes, où des forces contrôlent nos options. Nous luttons constamment pour veiller à ce que les femmes jouissent d'occasions de choisir. Mais je crois qu'il existe un certain nombre d'hypothèses quant au travail du sexe, liées à la question de la sexualité, qui veulent que d'une façon quelconque, nous sachions ce que souhaitent les travailleuses du sexe. Je crois que c'est là que nous devons nous mettre au défi. Cela ne veut pas dire que les femmes ne devraient pas jouir d'occasions et de moyens de changer leur situation, si elles le veulent. Mais pas si nous le faisons d'une manière où les réponses sont préconçues et qui leur nie d'autres types de droits, ou qui les rend illégales ou encore les empêche de s'organiser. Je ne peux penser à un meilleur moyen de sentir que vous avez plus de droits, que celui de ne pas être illégale, d'être capable d'opérer et d'avoir des droits dans votre travail, d'améliorer vos conditions et de voir si c'est ce que vous voulez faire ou pas. Si vous êtes prise au piège, vous n'avez aucune chance de savoir si c'est réellement ce que vous voulez faire. Parallèlement, nous devons être très conscientes qu'il y a beaucoup d'argent dans cette industrie et que la plupart du temps, les femmes n'ont pas accès à cet argent.

Alors, nous tirons ces ficelles, les examinons et nous comprenons ce que cela signifie... Mes idées sur la manière de nous y rendre ne sont pas aussi importantes que le fait d'en parler de façon différente. Comment pouvons-nous vraiment prendre les ficelles de cette question et commencer à comprendre que nous sommes face à un dilemme où les causes profondes de l'absence de pouvoir chez les travailleuses du sexe, sont évidemment les mêmes causes profondes de l'iniquité avec laquelle les femmes composent dans toutes les sphères de leur vie? Alors, si nous pouvions lier nos efforts sur le travail du sexe aux énergies que nous investissons pour autonomiser l'ensemble des femmes, je crois que nous pourrions progresser davantage, à la fois en augmentant les options offertes aux femmes et en améliorant la situation des femmes qui sont travailleuses du sexe.

## QUESTIONS ET DISCUSSION : PASSAGES

**Participante :** Bonjour. Je suis secrétaire générale de l'Asociación Mujeres Meretrices de la Republica Argentina. Je suis secrétaire régionale du réseau des travailleuses du sexe de l'Amérique latine et des Caraïbes. Je veux tout d'abord vous féliciter de cette discussion. Mais je veux aussi dire que les travailleuses du sexe ont déjà avancé sur certains aspects. Premièrement, sur la différence entre le travail du sexe et le trafic humain. Nous disons que le travail du sexe se passe entre adultes consentants et majeurs. Voilà le travail du sexe; c'est ainsi que nous le définissons. C'est différent du trafic humain, de l'exploitation sexuelle des enfants et de l'esclavage. Nous voulons aussi faire la distinction entre l'exploitation et l'esclavage. Nous sommes évidemment contre l'esclavage. Nous savons ce qu'est l'esclavage et que de nombreuses femmes exercent la prostitution comme des esclaves. L'exploitation est quelque chose de différent. Toutes les travailleuses subissent l'exploitation, pas seulement les travailleuses du sexe.

Avec respect, je vous dis que le mouvement des travailleuses du sexe est sous-estimé. Plusieurs d'entre nous n'avons pas fréquenté l'université et bien souvent, même pas l'école primaire. Mais je vous dis que depuis 30 ans, nous nous tenons debout sur un coin de rue ou dans un bordel. Ces 30 années nous confèrent l'autorité et l'expérience requises pour dire ce que nous voulons. Nous espérons que vous ne continuerez pas à nous juger, mais fondamentalement, nous souhaitons que vous ne parliez pas en notre nom. Nous avons une voix et nous voulons aussi un vote dans ces espaces. Merci beaucoup.

**Participant :** Je suis heureuse d'être ici. Je suis une travailleuse du sexe depuis 13 ans et une activiste pour mes droits et pour les droits de mes frères et sœurs du travail du sexe depuis autant d'années. Je veux seulement exprimer quelques commentaires. Le premier, c'est que je crois qu'il devrait être reconnu que nous luttons pour nos droits en tout temps, partout où nous travaillons. Nous connaissons nos droits et nous luttons activement pour les protéger, non seulement nos droits mais aussi ceux de nos frères et sœurs avec qui nous travaillons. Cela passe souvent inaperçu, tous les efforts que nous faisons pour améliorer nos conditions de travail et pour nous tenir debout devant la violence policière et la torture de l'État. Les manières dont nous nous protégeons mutuellement lorsque nous sommes en prison sont aussi fréquemment méconnues. La manière dont nous nous protégeons mutuellement contre les attaques des politiciens de droite, mais aussi des féministes anti-travail du sexe n'est pas reconnue.

Je crois qu'il doit y avoir un soutien explicite de la part du mouvement féministe à l'égard du mouvement des droits des travailleuses du sexe, parce que nous sommes en réalité des mouvements féministes. Mais, nous devons plutôt faire face aux immenses préjudices et violations des droits humains perpétrés à notre endroit, au nom du « féminisme », pour prouver un quelconque argument théorique. Quand j'ai commencé le travail de rue à Montréal en 2001, par exemple, bon nombre de groupes féministes ont décidé qu'elles allaient entreprendre une vendetta anti-prostitution et elles se sont alliées à des gens de la droite et à des groupes religieux pour le faire, ce qui n'est pas nécessairement une combinaison si étrange qu'il n'y paraît. Nous l'avons vu aux États-Unis, lorsque la puissante alliance entre les groupes chrétiens de droite, les fondamentalistes religieux et bon nombre des principaux groupes féministes ont collaboré pour adopter des restrictions visant à limiter le financement lié au VIH destiné aux groupes de travailleurs du sexe, au grand détriment de la vie des travailleurs du sexe de partout au monde.

Ce dont nous avons témoigné en 2001, ce sont des groupes de justiciers de quartiers ciblant les travailleurs du sexe, qui tentaient de nous faire fuir les quartiers où nous travaillions et vivions, parfois depuis 20 ou 30 ans. Ils nous poursuivaient avec des bâtons de baseball et aussi, ce que j'estime être un moyen très peu original et biblique, en nous lançant des pierres (rires). Au même moment, les principaux groupes féministes faisaient la promotion de ce qui était appelé le modèle suédois, un modèle soi-disant féministe pour traiter de la question du travail du sexe, qui était en fait l'arrestation des clients. En conséquence, la police a arrêté plus de 600 clients. Mais cela ne les a pas empêché d'arrêter aussi des travailleurs du sexe. Eh, nous nous retrouvons en prison, peu importe! Tant que le travail du sexe est criminalisé, nous finirons en prison.

L'idée centrale était d'arrêter le client, qui devint une espèce de diable folklorisé dans le discours féministe. Ils ont arrêté tous ces hommes ... des hommes migrants, des hommes pauvres, des hommes vivant sur la rue. Jamais les hommes riches. C'est aussi comme cela que ça fonctionne. Ces hommes, nous ne les considérons pas comme nos ennemis. Ces hommes avec lesquels nous travaillions, nos alliés contre la répression policière. Par la suite, le travail du sexe devint underground, ce qui limitait nos choix de clients, de sorte que pour continuer à vivre et à gagner de l'argent, nous devions choisir à partir d'un bassin plus restreint de clients, parfois des gens ivres ou des gens qui présentaient plus de risque de devenir violents. Le taux de violence rapporté dans les centres par et pour les travailleurs du sexe a triplé. Le nombre d'attaques violentes a triplé en raison des coups de filet visant les clients, une stratégie supposément féministe. Le nombre d'assauts avec instrument dangereux a quintuplé.

Je crois qu'il devrait y avoir une responsabilisation du mouvement féministe, pour les préjudices causés par les positions anti-travail du sexe adoptées par les groupes féministes. On doit sentir un solide soutien, non seulement pour les droits des travailleurs, mais aussi une reconnaissance de la part du mouvement féministe à l'égard du pouvoir de notre propre organisation, des conditions et des manières dont nous l'avons fait.

**Participant :** Je viens des Pays-Bas et je veux vous faire part d'un dilemme. Je viens d'un pays où le gouvernement n'a pas une approche abolitionniste, mais nous partageons tout de même des problèmes similaires. Oui, la situation de quelques travailleurs du sexe s'est améliorée, mais plusieurs sont dans la rue. Des travailleurs du sexe migrants, des toxicomanes, qui ne reçoivent aucune protection. Et, parallèlement, toute la question de l'intermédiaire n'est pas réglée et de plus en plus, l'argent des milieux criminalisés infiltre l'industrie du sexe, accompagné d'une nouvelle série de formes de violence.

**Participant :** Je travaille dans les Pays-Bas sur cette question depuis très longtemps. Je voudrais ajouter quelques renseignements sur la légalisation de la prostitution dans les Pays-Bas. Nous, du mouvement contre le trafic humain, travaillions de près avec Red Threat, l'organisation pour les droits liés à la prostitution, qui s'organisait au même moment. Ce que nous revendiquions ne portait pas seulement sur l'adoption d'une loi légalisant la prostitution, mais également sur la manière de soutenir les femmes qui travaillent dans l'industrie, pour qu'elles mettent sur pied leurs propres entreprises, pour qu'elles soient indépendantes, en contrôle de leur propre travail. Cela ne nous a pas été accordé. Alors la légalisation était encore un mécanisme de contrôle. C'était soi-disant pour que cesse le trafic ... mais ce n'est pas ainsi que ça fonctionne. Ce n'est pas si propre, l'industrie n'est pas si propre, les motivations ne sont pas si propres. Ce qu'il faut noter avant tout, c'est que les femmes ne peuvent contrôler leur travail, leur vie, la façon dont elles gagnent de l'argent, la manière dont elles le dépensent. C'est là que le problème émerge. Vous ne pouvez protéger les gens. Vous pouvez seulement les rendre plus forts, pour qu'ils se protègent eux-mêmes s'ils en ont besoin, cherchent de l'aide s'ils ont besoin d'aide et qu'ils contrôlent leur propre vie et leur propre corps. Ce n'est pas si simple. Que vous en soyez conscients ou non, les problèmes ne disparaîtront pas.